

N° CAA : 14VE00149
N° AJU : 2013/005065
Code procédure : 12D

Le Président de la Cour administrative d'appel de Versailles,

Vu, enregistré au greffe de la Cour administrative d'appel de Versailles le 13 janvier 2014, le recours présenté par Me Launois Flacelière pour Mme _____, domiciliée chez Me Launois Flacelière, 21, rue de l'Indépendance à Bobigny (93000), contre la décision n° 2013/005065 en date du 30 octobre 2013 par laquelle la section du bureau d'aide juridictionnelle près le Tribunal de grande instance de Versailles a rejeté sa demande ;

Vu la décision attaquée ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée notamment par la loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance de protection juridique ;

Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, modifié notamment par le décret n° 2007-1142 du 26 juillet 2007 relatif à la modification des voies de recours en matière d'aide juridictionnelle, les décrets n° 2011-272 du 15 mars 2011 et n° 2012-350 du 12 mars 2012 portant diverses dispositions en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat ;

Vu le code de justice administrative ;

Considérant que, pour rejeter la demande d'aide juridictionnelle présentée par Mme _____ en vue de contester une décision de refus de titre de séjour assortie d'une obligation de quitter le territoire français, le bureau d'aide juridictionnelle s'est fondé sur le motif que l'intéressée n'avait pas fourni les pièces justificatives à l'appui de sa demande ;

Considérant, cependant, qu'il ressort des pièces produites par Mme _____ à l'appui du présent recours, que la requérante qui s'est inscrite à Pôle emploi ne dispose que de ressources très modestes ; que, par suite, il y a lieu de lui accorder le bénéfice de l'aide juridictionnelle totale ;

DECIDE

Article 1^{er} : La décision du bureau d'aide juridictionnelle près le Tribunal de grande instance de Versailles en date du 30 octobre 2013 est annulée.

Article 2 : Il est accordé à Mme _____ le bénéfice de l'aide juridictionnelle totale.